

Douze questions pour mieux connaître
la Ligue Panafricaine – UMOJA
(L.P. – U.)



Umoja ni Nguvu - L'Union fait la force

Livret formation n°2

Collection LPU

Douze questions pour mieux connaître la L.P.- UMOJA.

1-	<i>Pourquoi le nom « Ligue Panafricaine - Umoja » ?</i>	3
2-	<i>Les États-Unis d’Afrique.</i>	3
3-	<i>La Défense du territoire africain.</i>	5
4-	<i>La question des terres agricoles.</i>	8
5-	<i>La question monétaire.</i>	10
6-	<i>La question des élections en Afrique.</i>	12
7-	<i>La question des élections en Europe.</i>	13
8-	<i>La question de l’enseignement primaire, secondaire et universitaire.</i>	13
9-	<i>La question énergétique.</i>	15
10-	<i>Les liens entre l’Afrique et l’Occident.</i>	18
11-	<i>Le commerce entre l’Afrique et le reste du monde.</i>	20
12-	<i>Les questions économiques.</i>	22

1- Pourquoi le nom « Ligue Panafricaine - Umoja » ?

Umoja est un mot swahili. Le swahili est une des plus importantes langues parlées sur notre continent, importantes à plus d'un titre :

- Le swahili compte actuellement, selon les sources, de 30 à 50 millions de locuteurs. D'autres parlent même de 73 millions... ;
- Cette langue est parlée dans pas moins de 11 pays : Burundi, Comores, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, R.D.C., Rwanda, Somalie et Tanzanie. C'est dire si aire géographique est très immense ;
- Et dans 5 de ces pays (Comores, Kenya, Ouganda, R.D.C. et Tanzanie), cette langue a le statut de langue officielle. Les langues officielles les plus courantes en Afrique sont le français, le portugais, l'anglais et l'arabe. C'est dire à quel point le choix par la Ligue de ce mot est plus que judicieux.

2- Les États-Unis d'Afrique.

La création des États-Unis d'Afrique a une place de choix, dans le cahier de charges de la L.P.- UMOJA.

L'Afrique, notre continent, notre terre est morcelée depuis la Conférence de Berlin (14 novembre 1884-26 février 1885) et, comme chacun sait, ce morcellement n'a jamais eu l'assentiment des Africains qui d'ailleurs étaient absents lors du partage du gâteau. Un proverbe africain dit qu'on ne coupe pas les cheveux d'un homme en son absence. Il finira par revenir. Notre retour se doit d'être marqué par l'unification des filles et fils de notre Continent au sein d'un État fédéral africain.

La L.P. - UMOJA ne part pas du néant pour aboutir à cette conclusion qui est, nous le rappelons, notre objectif principal. À long terme. Ce ne sont pas les prédécesseurs qui manquent, qui ont prôné cette thèse de la construction d'un État fédéral. Ils l'ont écrit, ils l'ont dit de vive voix. La L.P.- UMOJA fait la même chose en indiquant que la conquête du pouvoir doit se faire de la base vers le sommet (localité par localité, députation, mairie, assemblée, sénat, magistrature suprême).

En l'état actuel des choses, aucun gouvernement sur le territoire africain ne manifeste une envie forte d'atteindre cet objectif. Sur le papier, tous les chefs d'État se proclament panafricains, il suffit de lire la charte constitutive de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) devenue Union africaine (U.A.) pour voir que nos gouvernants se disent tous « intégrationnistes ». Mais lorsqu'il s'agit de passer aux actes, il n'y a plus grand monde. Des formules comme « pas-à-pas », « gradualisme », etc. ..., sont évoquées. Au-delà de ces querelles qui souvent sont portées par des hommes qui font montre d'ambitions minimalistes, voire inexistantes, dans le cadre du projet panafricain d'édification d'un État supranational sur notre Continent, la Ligue Panafricaine - UMOJA dit clairement que pour atteindre cet objectif, la conquête du pouvoir par un parti panafricaniste ou une coalition de partis panafricanistes est incontournable. Nous pensons qu'on ne peut pas faire le panafricanisme sans les Panafricains. Le panafricanisme culturel tel que nous le connaissons depuis toujours partout où se trouvent fils et filles du Continent ne suffit pas. Il faut un panafricanisme politique pour mettre véritablement en œuvre les projets de Renaissance Africaine sur tous les plans possibles. Le premier parti ou la première coalition de partis qui prendra le pouvoir donnera inévitablement l'impulsion nécessaire aux autres populations africaines afin qu'elles poussent ailleurs, aussi, à l'arrivée de partis frères aux affaires. Et, petit à petit, deux pays ensemble, trois pays, etc. créeront les États-Unis d'Afrique. Rappelons qu'au départ les U.S.A. étaient au nombre de treize, après avoir conquis de haute lutte la liberté et l'indépendance, des

main de la très puissante Angleterre. Aujourd'hui, ce pays, qui est le plus craint et le plus admiré du monde est composé de 50 États fédérés sous la bannière étoilée.

C'est dire qu'il nous faut travailler et commencer dès à présent.

3- La Défense du territoire africain.

L'histoire immédiate du continent africain peut se lire, s'analyser, se commenter et s'expliquer par plusieurs cartes. Parmi celles-ci, il y a la carte des guerres et la carte de la présence militaire étrangère.

La carte du monde présentant les zones de guerres, ou de conflits nous montre qu'actuellement l'Afrique est le continent le plus touché par des conflits armés. On peut citer :

- ✚ le Sénégal avec la Casamance ;
- ✚ le Maroc avec le Sahara occidental ; le Mali coupé en deux tout récemment avec le M.N.L.A. (Mouvement national de libération de l'Azawad) sans oublier diverses franges islamistes ;
- ✚ la Guinée Bissau qui ne cesse de battre des records de putschs ;
- ✚ le Soudan qui connaît plusieurs zones de guerre : le Darfur et la frontière entre le Soudan et le dernier né des États africains, le Soudan du Sud ;
- ✚ l'Ouganda avec les rebelles menées par Joseph Kony ;
- ✚ l'Est de la R.D.C. qui un an après (1998) la chute de Mobutu est en proie à une guerre terrible qui aurait fait selon les estimations, de 3 millions à 8 millions de morts ;
- ✚ la R.C.A. aussi depuis les années quatre-vingt-dix est secouée régulièrement par des rébellions armées, peu importe le président en place.

La carte des présences militaires étrangères se résume en fait à la présence française et pas n'importe où : si cela est inconcevable dans les pays arabo-berbéro-musulmans, ces bases militaires françaises se concentrent dans ce qui est communément appelé le « pré carré » français. En d'autres mots, ce sont des pays officiellement indépendants, mais qui ont placé leur souveraineté sous le boisseau français. À partir du moment où une force militaire étrangère est supérieure à l'armée locale, on peut légitimement parler d'armée d'occupation. Ce n'est donc pas peu de dire qu'une partie de ce pré carré français subit une occupation de fait par la France. Au 8 novembre 2011, on dénombrait à Djibouti, pays de moins de 850 000 habitants, 2 900 soldats français. 900 soldats étaient alors basés à Libreville (Gabon). On ne compte même pas les autres bases militaires françaises en Afrique...

Bien entendu, si la L.P.- UMOJA s'insurge contre cette armée d'occupation et souhaite que ces guerres qui ravagent notre continent depuis des décennies (le Soudan, le Maroc et le Sénégal sont en proie aux conflits depuis trop longtemps), nous pensons qu'il est plus que jamais urgent qu'une armée panafricaine soit mise sur pied. Les U.S.A. et l'Allemagne sont des États fédéraux et jamais nous n'avons entendu parler de coups d'État. Il ne viendrait à personne dans le Delaware ou en Bavière de tenter un putsch contre le gouvernement fédéral. La tentative sera rapidement vouée à l'échec. Notre continent a intérêt à prendre à ce niveau deux mesures-chocs :

1. Par le biais de la loi, interdire toute présence militaire étrangère sur notre continent. Dans le cadre d'un État supranational, les États membres devront alors s'y soumettre ;
2. Créer le plus rapidement possible une armée continentale qui aura pour charge véritablement la Défense de notre continent. Aujourd'hui, si cette armée existait, les conflits que nous connaissons depuis si longtemps, et qui nous

coûtent des vies entières prendraient fin rapidement.
Peut-être même qu'ils n'existeraient pas !

En réalité, l'Occident n'a jamais renoncé à ses idées expansionnistes vis-à-vis de l'Afrique. Malgré les discours, malgré les colloques et autres séminaires, il n'en est rien : l'Afrique ne cesse de faire saliver l'Occident. Deux mille onze a été sans doute la plus terrible pour notre continent, en termes d'humiliations, en ce XXI^e siècle débutant. L'Occident, lassé de voir que ses supplétifs locaux, appelés tantôt rebelles, tantôt révolutionnaires, n'arrivaient pas à terminer la besogne pour laquelle ils ont été armés, cet Occident, tel une hydre à plusieurs têtes a agi à visage découvert, jetant son voile et son manteau aux orties. En deux actes.

Le 1^{er} acte a eu lieu en Côte d'Ivoire avec le bombardement par l'armée française (armée de la 5^e puissance mondiale face à un tout petit pays) du palais présidentiel, où logeait le président ivoirien, Laurent Koudou Gbagbo et sa famille. Du jamais vu en 51 ans d'indépendance ! Même lorsqu'il fallut par le passé se débarrasser de chefs d'État dont la France ne voulait plus, il y avait un peu plus de discrétion. La canonnière ne tonnait pas autant. Non seulement le palais était bombardé, mais, sans la moindre gêne, des soldats français sont allés occuper la tour de contrôle de l'aéroport d'Abidjan (capitale économique) ainsi que le port d'Abidjan, arrachant les stocks de café et de cacao que les pauvres paysans africains avaient cultivé. À ce sujet, la L.P.-UMOJA a publié un communiqué pour exprimer de vive voix sa préoccupation (communiqué consultable sur [les sites et blog de la Ligue](#)).

Le 2^e acte a été le bombardement massif de la Libye, suivi de l'assassinat sans autre forme de procès du guide libyen Mouammar al-Kadhafi par les forces de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord).

Face à ces deux humiliations, il n'y avait pas une seule coalition armée africaine pour défendre ces deux pays. Il n'y avait

pas une seule logistique mise en place pour défendre notre territoire.

Ces deux exemples nous rappellent encore une fois qu'il est plus qu'urgent de mettre sur pieds **une armée panafricaine**. Nous devons tous les jours vivre comme si le pire allait nous arriver demain ou dans la minute qui suit. Sur le plan militaire, nous devons toujours nous préparer au pire, dans ce monde où en face de nous, on connaît nos officiers supérieurs et nos officiers sur le bout des doigts. Ne sont-ils d'ailleurs pas formés en Occident ? La crise égyptienne qui a vu le président Hosni Moubarak lâcher prise après trente ans de règne sans partage nous a appris que 98 % des officiers supérieurs égyptiens étaient formés aux U.S.A.. Quand on sait le rôle joué par l'Amérique dans cette crise, on ne peut plus rester assis et se croiser les bras ou dormir et ronfler en attendant que la Providence s'arrête dans le grand lit de l'Afrique.

4- *La question des terres agricoles.*

« Un peuple qui ne produit pas ce qu'il consomme n'est pas un peuple libre ». Cette phrase, les Congolais l'ont entendu quasiment tous les jours dans les années quatre-vingt, de la bouche même de leurs autorités sans que cela ne se matérialise le moins du monde sur le terrain. Le Congo comme nombre de pays africains est importateur de denrées alimentaires. Les factures de ces importations sont plus qu'élevées et grèvent terriblement aussi bien nos budgets nationaux que les budgets des ménages africains.

Parmi ces denrées sans cesse importées par nos pays, il y a les céréales. Le blé et le riz notamment. Les boulangeries africaines ne sauraient faire tourner leurs machines sans le blé. Or, il s'avère que depuis fort longtemps, les Africains cultivent le blé. Cette plante ne nous est donc pas du tout étrangère, comme certains pourraient le croire et d'autres le faire croire. Le blé n'est pas l'apanage des pays à climat tempéré. Au Sud du Sahara, 13